

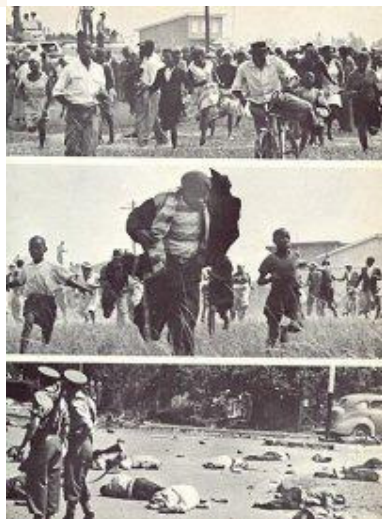


L'apartheid en Afrique du Sud: partie II l'Afrique du Sud : laboratoire de l'Apartheid

Second volet de ce dossier en trois parties sur l'avènement de l'apartheid en Afrique du Sud

Par Malaika Coco

PARTIE 2 : L'Afrique du Sud : laboratoire de l'Apartheid



Une soixantaine de personnes furent tuées & agrave; Sharpeville en 1960

Expropriation, exploitation, discrimination : la jeune Union sud-africaine porte les stigmates de la colonisation. Si les Historiens s'accordent généralement pour situer les racines du mal dans la période coloniale, la responsabilité des Afrikaners dans la naissance de l'Apartheid reste controversée.

Dès la fondation de l'Union sud-africaine, les élus politiques sont tous afrikaners, ultranationalistes et racistes : Louis Botha (de 1910 à 1919), Jan Smuts (de 1919 à 1924), James Hertzog (de 1924 à 1938), puis à nouveau Jan Smuts (de 1938 à 1948). L'arrivée au pouvoir des Afrikaners n'est pas une surprise. Dans les faits, seuls les Blancs peuvent voter (les Noirs de la province du Cap peuvent voter jusqu'en 1936). L'électorat afrikaner, le plus fort, tient à conserver et même à renforcer ses intérêts. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'accession au pouvoir du parti « purifié » de Daniel Malan marque un véritable tournant. La physionomie de l'Afrique du Sud moderne sera irrémédiablement bouleversée. Plus qu'un programme politique, l'« Apartheid » réunit les électeurs blancs extrémistes autour du parti national symbolisé par un homme fort, Daniel Malan. Dans les années 50, des mesures emblématiques scellent l'intégration de l'Apartheid dans le système étatique. Contrôle et répression s'affirment peu à peu comme les mots d'ordre du régime.

En 1950, le « Population Registration Act » ou loi d'enregistrement de la population définit les différents groupes raciaux, selon des critères biologiques. Désormais, le système de réglementation et de répression de l'Apartheid régit le quotidien. En 1949, les mariages interraciaux sont interdits. En 1950, les

personnes de races différentes ne peuvent avoir de relations sexuelles. La même année, selon « l'Immorality Act » (loi sur l'immoralité), les relations sexuelles entre groupes raciaux constituent un crime plus grave que les relations adultères entre personnes d'un même groupe racial. De plus, la loi permet aux policiers de pénétrer dans les maisons des particuliers sur simple présomption.

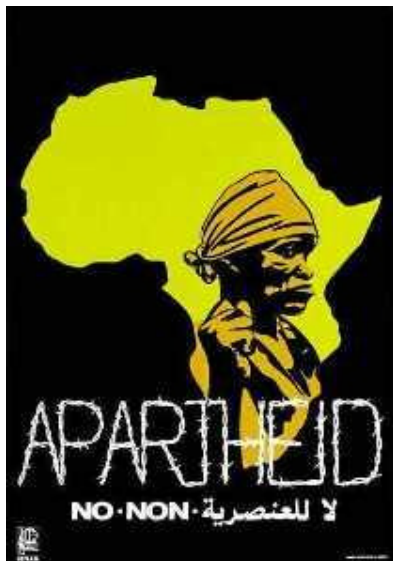
Mais la loi-phare du régime reste le « Reservation Of Separate Amenities Act » de 1953. La loi sur la séparation des équipements s'inscrit durablement dans la vie quotidienne sud-africaine. A l'origine de cette loi fondamentale, un arrêt de la Cour Suprême a jugé la séparation illégale si les aménagements destinés distinctement aux Blancs et aux Noirs n'étaient pas égaux. Le texte prévoit alors des installations équivalentes mais séparées dans les lieux publics. Jardins publics, hôtels, restaurants, piscines, bancs, ascenseurs, bureaux de poste, cimetières etc...deviennent officiellement séparés, les Blancs d'un côté, les Noirs et Coloureds de l'autre. En 1960, les plages sont également divisées.

La dérive totalitaire du régime s'inscrit également dans le contexte de la guerre froide. La politique répressive vise à supprimer le communisme et toute activité d'opposition, incitant « à l'agitation ou au désordre », en Afrique du Sud. Des réunions sont interdites. Des « suspects » sont assignés à résidence. La loi sur le terrorisme de 1967 autorise les officiers de police, de rang au moins égal à celui de lieutenant-colonel, à détenir et à interroger toute personne suspecte. Le pouvoir utilise fréquemment des mesures d'urgence qui multiplient les détentions arbitraires et la pratique avérée de la torture.



Une vue de Soweto

A la suite de l'apartheid rural, suit inexorablement l'apartheid urbain. A chacun son « township » (cité-dortoir en anglais), selon sa race. Dès les premières



décennies du XXème siècle, les Noirs sont repoussés par la force de la loi ou celle des coups dans des petites agglomérations, à l'écart des villes. Ils sont d'abord expulsés, souvent par bulldozers avec l'aide de la police, avant d'être relogés dans des « townships ». L'exemple le plus tristement célèbre est Soweto, dans la banlieue de Johannesburg. Au centre de Johannesburg, le quartier de Sophiatown est d'abord connu pour ses musiciens et ses gangsters.

En 1950, conformément au système législatif en vigueur, Sophiatown est rasé. Ses habitants sont amenés, en camions, à une trentaine de kilomètres de Johannesburg. Ainsi, naît l'immense Soweto (South West Townships). Des petites maisons préfabriquées, à perte de vue, sont soigneusement alignées, tristes, austères et désespérément pauvres. Seul lien avec le poumon urbain : une ligne de chemin de fer et des taxis collectifs afin de permettre aux habitants de travailler en ville. Comble de la discrimination, à la place de Sophiatown, le nouveau quartier de Triomf rassemble des Blancs défavorisés. Cependant, ils reçoivent des aides et des avantages de la part du pouvoir. Le chômage touche particulièrement les Africains, surtout les Bantou. Dans les années 1950, les Noirs sont de plus en plus refoulés vers des régions rurales spécifiques, les « homelands » (patrie en anglais) ou « bantoustans ». Ces dix réserves indigènes sont créées pour les Noirs qui ne trouvent pas de travail dans les villes.

Johannes Strijdom succède à Daniel Malan en 1954. Mais la répression atteint son paroxysme sous l'ordre établi par Hendrik Verwoerd. De 1958 à 1966, la terreur règne sous l'impulsion du nouveau premier ministre. Massacres et procès à répétition caractérisent la période la plus sombre de l'Afrique du Sud. En 1960, à Sharpeville, des dizaines de manifestants sont tués par les forces de l'ordre. Les organisations africaines, dont l'African National Congress (ANC) né en 1912, sont dissolues. De grands procès condamnent les leaders de l'opposition. Nelson Mandela, figure emblématique de « l'Umkhonto We Sizwe » (fer de lance de la nation en Xhosa), est arrêté et emprisonné en 1962. Il est condamné à la prison à vie.

Hendrik Verwoerd assassiné, John Vorster devient premier ministre en 1966. Il présente l'Afrique du Sud contre le rempart le plus solide du monde libre contre le communisme en Afrique. Mais les valeurs démocratiques ne sont pas respectées dans un pays déchiré de plus en plus par la violence. Des émeutes tristement célèbres se déroulent à Soweto en 1976. Le bilan s'élève à près de 600 morts et des centaines d'arrestations, sans compter les nombreuses disparitions suspectes à ce jour non élucidées (par exemple la disparition de l'opposant Steve Biko). Après un scandale, John Vorster démissionne. Pieter Botha le remplace en 1978. Après les émeutes de Soweto, le monde entier découvre avec horreur les crimes de l'Apartheid. Les sanctions décrétées par les Nations Unies isolent progressivement l'Afrique du Sud sur la scène internationale. La domination de la minorité blanche suscite une opposition de plus en plus vive des groupes noirs, métis et indiens exclus du pouvoir. L'avenir paraît incertain pour le pays de l'Apartheid.

